

SAMIR AMIN

EGYPTE 2014

« La Révolution n'a pas changé le régime, mais elle a changé le peuple »

(écrit sur les murs du Caire)

L'Égypte à la Une des médias

L'Égypte est depuis 2011 fréquemment à la Une des informations internationales. Mais il s'agit plus souvent de désinformation. Certains faits sont montés en épingle (quelques centaines de manifestants Frères Musulmans sont présentés comme une immense démonstration de force), d'autres cachés (comme la campagne de signatures – vingt cinq millions effectivement collectées – exigeant la démission du Président Morsi ; jamais mentionnée). Mais au-delà de la sélection des « faits », la désinformation concerne l'analyse de la situation et la définition des défis. Le clergé médiatique au service de l'aristocratie financière des puissances de l'OTAN domine la scène. Il reproduit *ad nauseam* la même chanson : les concepts et les ambitions du nationalisme – nassérien en l'occurrence – et du communisme relèvent d'un passé irrévocablement révolu, l'époque de la guerre froide ; la démocratie électorale et l'ajustement aux exigences de la mondialisation libérale sont les seuls objectifs réalistes, les seuls porteurs du progrès possible ; les peuples, en particulier ceux des pays musulmans, ont toujours donné et donnent à nouveau plus que jamais, une place prioritaire dans l'expression de leur identité à leur croyances religieuses ; de ce fait le seul « mouvement de masse » qui existe en Égypte, et dans bien d'autres pays, est représenté par le (ou les) courant islamique ; ce courant islamique est pluriel et différencié et n'est pas par nature incompatible avec la démocratie ; en particulier les Frères Musulmans en Égypte sont capables de se convertir à la démocratie ; l'Égypte a été gouvernée depuis 1952 (soit 70 ans) par des dictatures militaires ; la première élection libre en Égypte a porté des civils – Frères Musulmans et Salafistes en forte majorité – au Parlement et à la Présidence ; le Président élu – Morsi – a été renversé par un coup d'Etat militaire le 3 Juillet 2013 ; la seule solution acceptable pour sortir du chaos et écarter la menace de « guerre civile » exige le retour au pouvoir du Président civil élu.

Chacune de ces affirmations est contraire à ce que la moindre analyse sérieuse de l'histoire et des événements en cours, en Égypte et partout ailleurs dans le monde, permettrait de conclure. Il ne s'agit donc ni « d'information objective », ni « d'analyse réaliste », mais tout simplement d'intoxication par la propagande des pouvoirs majeurs en place : le capital international financier et les instruments politiques à sa seule dévotion.

Le retour sur les débats qui ont concerné dans le passé les relations entre les nationalistes nassériens et les communistes permet d'identifier la nature véritable du défi auquel le peuple égyptien est confronté. Deux visions et deux projets, deux stratégies pour leur mise en application se heurtaient. Nous avons affaire à d'une part une vision « nationale bourgeoise », c'est-à-dire à un projet « anti impérialiste/antiféodal » (langage de l'époque) que la bourgeoisie nationale, soutenue par un Etat nationaliste pourrait conduire à son terme ; et d'autre part à une vision « nationale populaire » fondée sur l'idée que la bourgeoisie (en l'occurrence égyptienne) ne pouvait pas conduire le mouvement dans le sens souhaité, parce que celle-ci ne conçoit pas d'aller au-delà de compromis (voire compromissions) avec l'impérialisme et la « féodalité », et, qu'en conséquence, seul un large

mouvement populaire, dirigé par une avant-garde « communiste », pouvait y parvenir. Cette seconde vision a été, par moments et pour certains, celles des communistes égyptiens. Mais elle est demeurée fluctuante et à d'autres moments a été abandonnée au bénéfice d'un ralliement au projet nationaliste bourgeois (nassérien en l'occurrence). Dans ces temps anciens où le débat nationalisme/communisme ainsi défini occupait le devant de la scène, « l'islamisme » était refoulé dans les coulisses, et l'attachement du peuple à la religion n'influçait pas ses prises de position politiques. Les mêmes questions que celles qui avaient été posées il y a 70 ans émergent à nouveau. Des réponses analogues à celles qui leur avaient été données dans le passé réapparaissent en filigrane. Car ni Moubarak ni Morsi n'ont été éliminés par l'armée. Ils ont été abattus par la colère populaire : des manifestations rassemblant quinze millions de citoyens contre Moubarak, trente contre Morsi. Mais ce mouvement est resté, du début à ce jour, divisé et sans stratégie. Le mouvement a été incapable d'associer l'exigence de l'unité d'action et la définition d'objectifs stratégiques d'étapes communs d'une part, et la reconnaissance de la diversité des intérêts sociaux (de classe) propres aux différentes composantes du mouvement d'autre part. Cette incapacité a profité au commandement de l'Armée qui s'est « rallié » (en apparence) au mouvement, a déchu Moubarak puis Morsi, mais pour conserver, lui, le contrôle des rênes du pouvoir.

L'Armée au pouvoir ranime la nostalgie du passé nassérien que le Général Sissi alimente d'une manière systématique par des gestes, des allusions, mais rien de plus. Et face à ce retour (possible ? ou impossible ?) au « nassérisme », les mêmes prises de position, fermes ou louvoyantes, analogues à leur manière à celles qui étaient au cœur des conflits des années 1955-1960, refont leur apparition. Pour Sissi aux commandes, rester dans le flou est la seule option possible, intelligente de surcroît. Face à ce flou se dessinent alors différents courants de l'opinion. Il y a les « pro-Sissi » inconditionnels, un camp qui attire évidemment tous les bénéficiaires du régime tel qu'il a été de 1970 à ce jour, mais aussi les indécis, les frileux qui ont peur du désordre et préfèrent laisser en place ce qu'ils connaissent que risquer l'inconnu. Il y a ceux qui pensent que « Sissi n'est pas mauvais, et peut évoluer dans le bon sens », c'est-à-dire s'engager lentement mais sûrement dans la voie du « nassérisme », de l'affirmation de la souveraineté et de réformes sociales progressistes. Faisons lui donc confiance. Aidons-le, au lieu de le combattre. Ces positions rappellent étrangement celles de beaucoup de démocrates, de progressistes, de socialistes et de communistes des années 1955-1965. Mais il y a également les « anti Sissi » de principe. Non, pas de dictateur militaire ; il ne peut être bon ; non, pas d'alternative autre que la démocratie civile tout de suite. Dans ce débat le centre de gravité est déplacé. Nous renonçons à imposer notre débat : comment concilier l'unité d'action du mouvement et la diversité de ses composantes sociales. Nous acceptons de nous placer sur le terrain défini par Sissi, dont la seule préoccupation est : comment rester aux commandes ? Nous restons sur la défensive, répondant au jour le jour aux faits et gestes du pouvoir qui conserve alors l'initiative. Nous renonçons à passer à l'offensive et à contraindre le pouvoir, lui, à répondre à nos initiatives.

La gestion du capitalisme « libéral » contemporain repose sur le socle de la dépolitisation organisée systématiquement par le pouvoir en place. Dans les centres le ralliement de la gauche historique au social-libéralisme, fondement de la société d'apparence de « consensus », a annihilé la signification du contraste politique et social antérieur droite/gauche. Dans les périphéries l'épuisement puis la répression de tous les courants historiques du nationalisme populaire a créé un vide que la religion (Islam, Hindouisme, Bouddhisme) ou l'ethnicité (en Yougoslavie, en Afrique et ailleurs) a occupé, sortant des coulisses pour s'installer sur le devant de la scène. Dans ces conditions les balivernes de la dogmatique du libéralisme sont acceptées comme monnaie sonnante et trébuchante par les opinions générales dominantes. Dans le cas de l'Égypte l'Islam politique réactionnaire a souscrit sans hésitation

aux « recettes » des politiques économiques libérales (« vive le marché », nous n'avons rien à dire sur ce sujet, répète-t-il à satiété). Il a ainsi contribué à transférer le centre de gravité du débat du champ des intérêts sociaux et des luttes sociales (luttes de classes, prenant en compte toutes ses complexités concrètes) à celui des questions prétendues théologiques. Mais l'opinion démocratique qui rejette la réponse théocratique (comme l'a montré la manifestation grandiose du 30 Juin 2013) est elle-même contaminée par le « virus libéral ». Elle contribue à son tour à transférer le débat du champ économique et social qui commande la réalité à celui du choix abstrait en faveur de la démocratie électorale sans plus. La repolitisation générale qui caractérise la scène égyptienne depuis 2011 est réelle, visible pour tous. Elle constitue certainement un bon signe pour l'avenir. Mais elle demeure jusqu'ici faible, au sens que sa prise de conscience du lieu du défi réel (les dévastations sociales produites par le libéralisme économique) demeure très insuffisante dans les larges masses populaires. Le monde contemporain paie cher cette régression de la culture politique, en particulier de l'effacement du marxisme. Une régression caractéristique du creux de la vague historique, la page de la vague des montées et des avancées du XXe siècle étant tournée, et celle de la renaissance du mouvement au socialisme du XXIe siècle à peine dessinée.

L'émergence avortée de l'Égypte

L'Égypte émérite le premier pays de la périphérie du capitalisme mondialisé qui a tenté « d'émerger ». Avant le Japon et la Chine, dès le début du XIXe siècle Mohammed Ali avait conçu et mis en œuvre un projet de rénovation de l'Égypte et de ses voisins immédiats du Mashreq arabe. Cette expérience forte a occupé les deux tiers du XIXe siècle et ne s'est essouffée que tardivement dans la seconde moitié du règne du Khédivé Ismail, au cours des années 1870. L'analyse de son échec ne peut ignorer la violence de l'agression extérieure de la puissance majeure du capitalisme industriel central de l'époque – la Grande Bretagne. Par deux fois, en 1840, puis dans les années 1870 par la prise du contrôle des finances de l'Égypte khédivale, enfin par l'occupation militaire (en 1882), l'Angleterre a poursuivi avec acharnement son objectif : la mise en échec de l'émergence d'une Égypte moderne.

L'Égypte émergente battue a été alors soumise pour près de quarante ans (1880-1920) au statut de périphérie dominée, dont les structures ont été refaçonnées pour servir le modèle de l'accumulation capitaliste de l'époque. L'Égypte, c'est à dire son peuple, ses élites, la nation qu'elle représente, n'a jamais accepté ce statut. Ce refus obstiné est à l'origine donc d'une seconde vague de mouvements ascendants qui s'est déployée au cours du demi-siècle suivant (1919-1967). Je lis en effet cette période comme un moment continu de luttes et d'avancées importantes. L'objectif était triple : démocratie, indépendance nationale, progrès social. Ces trois objectifs – quelles qu'en aient été les formulations limitées et parfois confuses – sont indissociables les uns des autres.

Le premier moment de ce demi-siècle de montée des luttes d'émancipation en Égypte avait mis l'accent – avec la constitution du Wafd en 1919 – sur la modernisation politique par l'adoption d'une forme bourgeoise de démocratie constitutionnelle et sur la reconquête de l'indépendance. La forme démocratique imaginée permettait une avancée laïcisante – sinon laïque au sens radical du terme – dont le drapeau (associant le croissant et la croix) – qui a fait sa réapparition dans les manifestations de 2011 – constitue le symbole. La dictature de Sedki Pacha, dans les années 1930 (abolition de la constitution démocratique de 1923) s'est heurtée au mouvement étudiant, fer de lance à l'époque des luttes démocratiques anti-impérialistes. Ce n'est pas un hasard si, pour en réduire le danger, l'ambassade britannique et le Palais royal ont alors soutenu activement la création des Frères musulmans (1927) qui s'inspiraient de la pensée « islamiste » dans sa version « salafiste » (passéiste)

wahabite formulée par Rachid Reda, c'est à dire la version la plus réactionnaire (antidémocratique et anti progrès social) du nouvel « Islam politique ».

La seconde guerre mondiale a, par la force des choses, constitué une sorte de parenthèse. Mais le flux de montée des luttes a repris dès le 21 février 1946, avec la constitution du bloc étudiant-ouvrier, renforcé dans sa radicalisation par l'entrée en scène des communistes et du mouvement ouvrier. Là encore, les forces de la réaction égyptienne soutenues par Londres ont réagi avec violence et mobilisé à cet effet les Frères musulmans qui ont soutenu une seconde dictature de Sedki Pacha, sans parvenir à faire taire le mouvement. Le Wafd revenu au gouvernement, sa dénonciation du Traité de 1936, l'amorce de la guérilla dans la zone du Canal encore occupée, n'ont été mis en déroute que par l'incendie du Caire (1951), une opération dans laquelle les Frères musulmans ont trempé.

Le premier coup d'État des Officiers libres (1952), mais surtout le second inaugurant la prise de contrôle de Nasser (1954) sont alors venus pour « couronner » cette période de flux continu des luttes selon les uns, ou pour y mettre un terme, selon les autres. Car le nassérisme ne s'est cristallisé comme projet anti-impérialiste qu'après Bandoung (avril 1955). Le nassérisme a alors réalisé ce qu'il pouvait donner : une posture internationale résolument anti-impérialiste (associée aux mouvements panarabe et panafricain), des réformes sociales progressistes (mais non « socialistes »). Le tout, par en haut, non seulement « sans démocratie » (en interdisant aux classes populaires le droit de s'organiser par elles-mêmes et pour elles-mêmes), mais en « abolissant » toute forme de vie politique.

Le vide créé appelait l'Islam politique à le remplir. Le projet a alors épuisé son potentiel d'avancées en un temps bref – dix années de 1955 à 1965. L'essoufflement offrait à l'impérialisme, dirigé désormais par les États-Unis, l'occasion de briser le mouvement, en mobilisant à cet effet leur instrument militaire régional : Israël. La défaite de 1967 marque alors la fin de ce demi-siècle de flux. Le reflux est amorcé par Nasser lui-même, choisissant la voie des concessions à droite – (« l'infatih » – l'ouverture, entendre « à la mondialisation capitaliste ») plutôt que la radicalisation pour laquelle se battaient, entre autres, les étudiants (dont le mouvement occupe le devant de la scène en 1970, peu avant puis après la mort de Nasser). Sadate qui succède, accentue la portée de la dérive à droite et intègre les Frères musulmans dans son nouveau système autocratique. Moubarak poursuit dans la même voie.

L'Égypte de Nasser avait mis en place un système économique et social critiquable mais cohérent. Nasser avait fait le pari de l'industrialisation pour sortir de la spécialisation internationale coloniale qui cantonnait le pays à l'exportation de coton. Ce système a assuré une répartition des revenus favorable aux classes moyennes en expansion, sans appauvrissement des classes populaires. Sadate et Moubarak ont œuvré au démantèlement du système productif égyptien, auquel ils ont substitué un système totalement incohérent, exclusivement fondé sur la recherche de la rentabilité d'entreprises qui ne sont pour la plupart que des sous-traitants du capital des monopoles impérialistes. Les taux de croissance égyptiens, prétendument élevés, qu'exalte depuis trente ans la Banque mondiale, n'ont aucune signification. La croissance égyptienne est vulnérable à l'extrême. Cette croissance, par ailleurs, s'est accompagnée d'une incroyable montée des inégalités et du chômage qui frappe une majorité des jeunes. Cette situation était explosive ; elle a explosé.

La période de reflux (1967-2011) couvre à son tour presque un demi-siècle. L'Égypte, soumise aux

exigences du libéralisme mondialisé et aux stratégies des Etats-Unis, a cessé d'exister comme acteur actif régional et international. Dans la région, les alliés majeurs des Etats-Unis – l'Arabie saoudite et Israël – occupent le devant de la scène. Israël peut alors s'engager dans la voie de l'expansion de sa colonisation de la Palestine occupée, avec la complicité tacite de l'Égypte et des pays du Golfe.

Dans le cas des sociétés musulmanes la dépolitisation qui a accompagné la re-compradorisation revêt la forme principale du « retour » (apparent) de l'Islam. L'articulation associant le pouvoir de l'Islam politique réactionnaire, la soumission compradore et la paupérisation par l'informalisation de l'économie de bazar (le lumpen développement) n'est pas spécifique à l'Égypte. Elle caractérise déjà la plupart des sociétés musulmanes. La question de la politisation démocratique constitue, dans le monde arabe comme ailleurs, l'axe central du défi. Notre époque n'est pas celle d'avancées démocratiques, mais au contraire de reculs dans ce domaine.

L'apparente « stabilité du régime » que Washington vantait reposait sur une machine policière monstrueuse qui se livrait à des abus criminels quotidiens. Les puissances impérialistes prétendaient que ce régime « protégeait » l'Égypte de l'alternative islamiste. Or, il ne s'agit là que d'un mensonge grossier. En fait, le régime avait parfaitement intégré l'Islam politique réactionnaire (le modèle wahabite du Golfe) dans son système de pouvoir, en lui concédant la gestion de l'éducation, de la justice et des médias majeurs (la télévision en particulier). Le seul discours autorisé était celui des mosquées confiées aux Salafistes, leur permettant de surcroît de faire semblant de constituer « l'opposition ». La duplicité cynique du discours de l'establishment des États-Unis (et sur ce plan Obama n'est pas différent de Bush) sert parfaitement ses objectifs. Le soutien de fait à l'Islam politique annihile les capacités de la société à faire face aux défis du monde moderne (il est à l'origine du déclin catastrophique de l'éducation et de la recherche), tandis que la dénonciation occasionnelle des « abus » dont il est responsable (assassinats de Coptes, par exemple) sert à légitimer les interventions militaires de Washington engagé dans la prétendue « guerre contre le terrorisme ».

Le régime pouvait paraître « tolérable » tant que fonctionnait la soupape de sécurité que représentait l'émigration en masse des pauvres et des classes moyennes vers les pays pétroliers. L'épuisement de ce système (la substitution d'immigrés asiatiques à ceux en provenance des pays arabes) a entraîné la renaissance des résistances. Les grèves ouvrières de 2007 – les plus fortes du continent africain depuis 50 ans – la résistance obstinée des petits paysans menacés d'expropriation par le capitalisme agraire, la formation de cercles de protestation démocratique dans les classes moyennes (les mouvements Kefaya et du 6 avril) annonçaient l'inévitable explosion - attendue en Égypte, même si elle a surpris les « observateurs étrangers ». Nous sommes donc entrés dans une phase nouvelle de flux des luttes d'émancipation dont il nous faut alors analyser les directions et les chances de développement. L'Égypte est entrée, à partir de 2011, dans une phase nouvelle de son histoire.

Esquisse d'une réponse au lumpen développement

Mis en œuvre à l'échelle mondiale les principes du capitalisme libéralisme ne produisent pas autre chose, dans les périphéries du « sud » qu'un capitalisme de connivences (*crony capitalism*) articulé sur un Etat compradore. C'est ne pas le développement, mais un lumpen-développement. L'exemple de l'Égypte en fournit un bel exemple.

Capitalisme de connivences, Etat compradore et lumpen développement (1970-2012)

Le projet nassérien de construction d'un Etat national développementaliste avait produit un modèle de capitalisme d'Etat que Sadate s'est engagé à démanteler. Les actifs possédés par l'Etat ont donc été « vendus ». A qui ? A des hommes d'affaires proches du pouvoir : officiers supérieurs, hauts fonctionnaires, commerçants riches (de surcroît soutiens politiques et financiers des Frères Musulmans). Mais également à des « Arabes » du Golfe et à des sociétés étrangères américaines et européennes. A quel prix ? A des prix dérisoires, sans commune mesure avec la valeur réelle des actifs en question. C'est ainsi que s'est construite la nouvelle classe « possédante » égyptienne et étrangère qui mérite pleinement la qualification de capitaliste de connivence (*rasmalia al mahassib*, terme égyptien pour la désigner). La propriété octroyée à « l'armée » a transformé le caractère des responsabilités qu'elle exerçait déjà en tant que institution de l'Etat. Ces pouvoirs de gestion sont devenus ceux de propriétaires privés. De surcroît dans la course aux privatisations les officiers les plus puissants ont également « acquis » la propriété de nombreux autres actifs d'Etat : chaînes commerciales, terrains et ensembles immobiliers en particulier. . Les « entrées de capitaux étrangers » au demeurant modestes, s'inscrivent dans ce cadre. L'opération s'est donc soldée par la mise en place de groupes monopolistiques privés qui dominent l'économie égyptienne.

Cette domination a été renforcés par l'accès presque exclusif de ces nouveaux milliardaires au crédit bancaire, au détriment des petits et moyens producteurs. Ces positions monopolistiques ont été également favorisées par des subventions colossales de l'Etat pour la consommation de pétrole, de gaz naturel et d'électricité par les usines rachetées à l'Etat (cimenterie, métallurgie du fer et de l'aluminium, textiles et autres). Or la « liberté des marchés » a permis à ces entreprises de relever leurs prix pour les ajuster à ceux d'importations concurrentes éventuelles. La logique de la subvention publique qui compensait des prix inférieurs pratiqués par le secteur d'Etat est rompue au bénéfice de super profits de monopoles privés. Les salaires de la grande majorité des travailleurs se sont lourdement détériorés par l'effet des lois du marché du travail libre et de la répression syndicale. Super profits de monopoles privés et paupérisation vont de pair et se traduisent par l'aggravation continue de l'inégalité dans la répartition du revenu renforcée par un système fiscal qui a refusé le principe même de l'impôt progressif. Cette fiscalité légère pour les riches et les sociétés, vantée par la Banque mondiale pour ses prétendues vertus de soutien à l'investissement, s'est soldée tout simplement par la croissance des superprofits.

Ces politiques ont également rendu impossible la réduction du déficit public et de celui de la balance commerciale. Elles ont entraîné la détérioration continue de la valeur de la livre égyptienne, et imposé un endettement interne et externe grandissant. Celui-ci a donné l'occasion au FMI d'imposer avec force les principes du libéralisme.

Un programme de réponses immédiates

(1) Les opérations de cession des actifs publics doivent être l'objet de remises en question systématiques. Etant donné que les « acheteurs » n'ont pas payé ces prix, leur propriété doit être transférée par la loi à des sociétés anonymes dont l'Etat sera actionnaire à hauteur de la différence entre la valeur réelle et celle payée par les acheteurs.

(2) La loi doit fixer le salaire minimum à un montant plus ou moins équivalent en pouvoir d'achat à 400 Euros (inférieur, en fait, à celui de nombreux pays dont le PIB per capita est comparable à celui de

l’Egypte) lequel devra être associé à une échelle mobile avec participation des syndicats dans sa mise en œuvre. Il s’appliquera à toutes les activités des secteurs public et privé.

(3) Les droits des travailleurs – l’emploi, conditions de travail, assurances maladies/chômage/retraites – doivent faire l’objet d’une consultation tripartite (syndicats, employeurs, Etat). Les syndicats indépendants constitués ces dernières années doivent être reconnus, comme le droit de grève (toujours « illégal » dans la législation en cours). Une « indemnité de survie » doit être établie pour les chômeurs

(4) Les subventions octroyées par le budget aux monopoles privés doivent être supprimées.

(5) Une nouvelle législation fondée sur l’impôt progressif des individus et le relèvement à 25% du taux de taxation des bénéficiaires des entreprises occupant plus de 20 travailleurs doit être mise en place. La taxation des petites et moyennes entreprises, souvent plus lourde (!) doit être révisée la baisse. Le taux proposé pour les tranches supérieures des revenus des personnes – 35% – demeure d’ailleurs léger dans les comparaisons internationales.

(6) L’ensemble des mesures proposées dans les points 4 et 5 permet non seulement de supprimer le déficit actuel mais encore de dégager un excédent. Celui-ci sera affecté à l’augmentation des dépenses publiques pour l’éducation, la santé, le logement. La reconstitution d’un secteur social public dans ces domaines n’impose pas de mesures discriminatoires contre les activités privées de même nature.

(7) Le crédit doit être replacé sous le contrôle de la Banque centrale. Les facilités octroyées aux monopoles doivent être supprimées au bénéfice des PME actives ou qui pourraient être créées dans cette perspective.

(8) Concernant la question agraire, l’objectif est de rendre difficile l’éviction des fermiers incapables de payer les loyers exigés et l’expropriation des petits propriétaires endettés. On préconise le retour à une législation fixant les loyers maximaux de fermage (ils avaient été libérés par les lois successives). Des projets concrets existent destinés à assurer l’essor de la petite paysannerie : amélioration des méthodes d’irrigation (goutte à goutte etc.), choix de cultures riches et intensives (légumes et fruits), libération en amont par le contrôle par l’Etat des fournisseurs d’intrants et de crédits, libération en aval par la création de coopératives de commercialisation associées à des coopératives de consommateurs.

Ce programme d’actions immédiates amorcerait la reprise d’une croissance économique saine et viable. L’argument avancé par ses détracteurs libéraux – qu’il ruinerait tout espoir d’entrées de capitaux d’origine extérieure – ne tient pas la route. L’expérience de l’Egypte et des autres pays, notamment africains, qui ont accepté de se soumettre intégralement aux prescriptions du libéralisme et ont renoncé à élaborer un projet de développement autonome, montre qu’ils « n’attirent » pas les capitaux extérieurs en dépit de leur ouverture incontrôlée (précisément à cause de celle-ci). Les capitaux extérieurs se contentent alors d’y conduire des opérations de razzia sur les ressources des pays concernés, soutenues par l’Etat comprador. En contrepoint les pays émergents qui mettent en œuvre des projets nationaux de développement offrent des possibilités réelles aux investissements étrangers qui acceptent alors de s’inscrire dans ces projets nationaux.

Le programme des revendications immédiates dont j’ai retracé ici les lignes dominantes ne concerne que le volet économique et social du défi. Bien entendu le mouvement discute tout également de son versant politique : le projet de constitution, les droits démocratiques et sociaux, l’affirmation nécessaire de « l’Etat des citoyens » (*dawla al muwatana*) faisant contraste avec le projet de théocratie d’Etat (*dawla al gamaa al islamiya*) des Frères Musulmans.

Le gouvernement composé exclusivement de Frères Musulmans choisi par Mohammed Morsi avait d'emblée proclamé son adhésion inconditionnelle à tous les principes du libéralisme, pris des mesures pour en accélérer la mise en œuvre, et déployé à cette fin tous les moyens de répression hérités du régime déchu. Cette même politique « libérale » a été poursuivie par le premier Ministre Beblawi, installé par Sissi puis démis, sans doute parce que l'impopularité de cette politique risquait de rejaillir sur Sissi lui-même, sans que son successeur n'ait donné la preuve d'un engagement différent.

Sortir de la confusion.

La plus grande confusion domine toujours la scène.

La « constitution » adoptée par referendum en janvier 2014 ne mérite pas son nom. Elle ne rompt pas avec le concept de religion d'Etat (la sharia demeure source du droit) ; elle laisse au commandement de l'armée le pouvoir en dernier ressort. Elle a été néanmoins adoptée avec un certain enthousiasme, parce qu'elle ralliait la volonté de la majorité écrasante d'en finir définitivement avec le projet de théocratie des Frères Musulmans. L'élection présidentielle de juin 2014 a confirmé la victoire de Sissi. Le régime est-il appelé à poursuivre cette même politique de libéralisme qui est à l'origine du désastre ? Il en a donné le signal : on envisage, dit-on, d'élargir le Conseil des Pays du Golfe, pierre angulaire de l'adhésion néo libérale et de la soumission aux objectifs stratégiques des Etats Unis dans la région, pour y inclure l'Egypte, la Jordanie et le Maroc !

Néanmoins cette perspective d'immobilisme demeure fragile. Hamdeen Sabbahi, qualifié de « nassero-communiste inacceptable » par l'ambassade des Etats Unis, avait recueilli autant de voix que Morsi aux dernières élections présidentielles. Cette « minorité » (en termes électoraux) active est la seule qui soit capable d'entraîner dans l'action la majorité du mouvement. Le combat pour imposer la sortie du néo libéralisme et l'adoption du programme dessiné plus haut continue donc. La poursuite des luttes en cours pourrait alors contraindre Sissi à changer son fusil d'épaule, comme cela fut le cas avec Nasser en 1956, passé du libéralisme économique naïf à l'adhésion au projet de libération nationale et sociale. Certes les conditions de notre époque, différentes de celles de l'époque de Bandoung, interdisent de pousser la comparaison. L'avenir reste ouvert, car « si la Révolution n'a pas changé le régime, elle a changé le peuple ».

Références :

L'auteur a publié entre 2011 et 2014 quatre ouvrages (en arabe) concernant les développements en cours en Egypte et tenté de les replacer dans le cadre plus large de la crise systémique du capitalisme contemporain. Cet article reprend les conclusions de ces ouvrages.

En Français, voir :

Samir Amin, *Le Monde arabe dans la longue durée* ; Le Temps des Cerises, 2011

Samir Amin, *L'implosion du capitalisme contemporain* ; Delga 2012 ; chapitre deux : le Sud, émergence et lumpen développement.

Samir Amin, *Egypte : nasserisme et communisme, diversité des socialismes* ; Les Indes Savantes, 2014. L'auteur dresse un parallèle entre les luttes qui ont conduit à la radicalisation du nassérisme après la Conférence de Bandoung (1955) et les combats en cours en Egypte.

EGYPTE 2014 Résumés

Français:

Les Présidents Mubarak et Morsi ont été renversés par un immense mouvement du peuple égyptien. Mais les victoires de ce mouvement, divisé, sans projet alternatif et sans organisation, n'ont pas empêché le Haut commandement de l'Armée de conserver le contrôle du pouvoir. S'inscrivant dans l'histoire de deux siècles de succession de longues vagues d'avancées du mouvement de libération nationale et sociale de l'Égypte, l'avenir du mouvement reste ouvert tant que, comme on peut le lire sur les murs du Caire « la Révolution n'a pas changé le régime, mais elle a changé le peuple ».

English

Presidents Mubarak and Morsi were overthrown by a powerful movement of the Egyptian people. Yet these victories of the movement – which remains divided, with no alternative project and organisation – did not prevent the High Command of the Army from keeping the control of power. The contemporary movement, which continues, finds its place in the history of two centuries of long waves of advances of the struggles for national and social liberation of Egypt. The future of this movement remains open as long as – according to what one can read on the walls of Cairo – “the Revolution has not changed the system, but it has changed the people”.